CONGRÈS DE L'AMA, VALENCE, 13 AU 15 NOVEMBRE 2026

La France : économie, société, politique et profession d'audit

Synthèse de la délégation française. Données arrêtées au 1er novembre 2026. Chaque série porte sa source et son millésime, en pied de tableau et de graphique.

Projection : flèches, espace ou molette ; F pour le plein écran ; touches + et - pour ajuster la taille du texte, 0 pour revenir à 100 %.

Exercice de référence : 2025 clos, 2026 estimé

Périmètre : France, administrations publiques au sens de Maastricht

Usage : support de présentation, non un rapport d'audit

SOMMAIRE

Sept sections, une idée par diapositive

01 L'essentiel en six chiffres

02 Économie : croissance et finances publiques

03 Social : le point bas de la cohésion

04 Politique : trois blocs, aucune majorité

05 Profession d'audit : contracter et concentrer

06 Durabilité : un goulot de compétences

07 Trois messages à porter en séance

1. L'ESSENTIEL

Six chiffres pour planter le décor français

+0,4 %
Croissance du PIB attendue en 2026
Insee, septembre 2026

5,1 %
Déficit public 2025, soit 152,5 Md€
Insee, mars 2026

115,6 %
Dette publique fin 2025, 3 460,5 Md€
Insee, mars 2026

8,3 %
Taux de chômage, 2e trimestre 2026
Insee

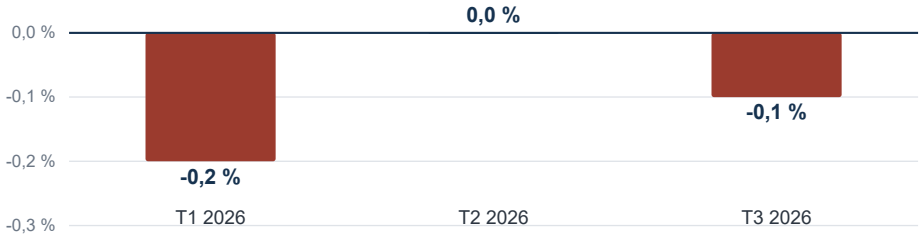
15,4 %
Taux de pauvreté 2024, plus haut depuis 1996
Insee Première n° 2117

208 000
Mandats de certification, exercice 2024, contre 218 547 en 2023
CNCC, 2023 et 2024

2. ÉCONOMIE

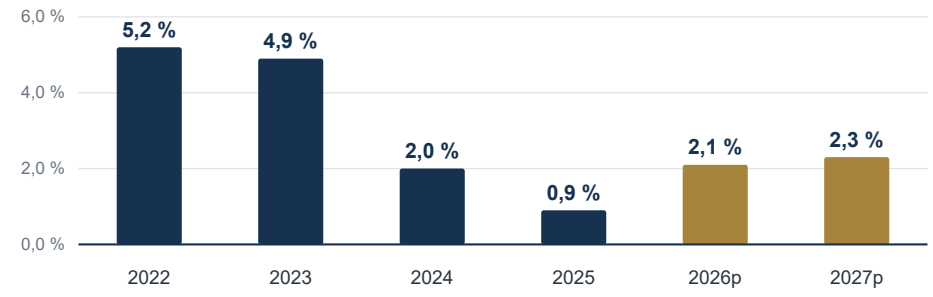
Une croissance cassée par le choc énergétique

Après +0,8 % en 2025, l'économie recule de 0,2 % au premier trimestre 2026, stagne au deuxième et cède 0,1 % au troisième : l'Insee ramène sa prévision annuelle de 0,7 % à 0,4 %. Choc énergétique oblige, l'inflation remonte de 0,9 % en 2025 à 2,1 % attendus en 2026, puis 2,3 % en 2027.



Croissance du PIB par trimestre en 2026, en volume.

Source : Insee, comptes nationaux trimestriels, 30 octobre 2026



Inflation, indice des prix à la consommation, moyenne annuelle. Barre dorée : prévision

Source : Insee pour 2022 à 2026 ; Banque de France pour 2027

2. ÉCONOMIE

Tableau de bord macroéconomique

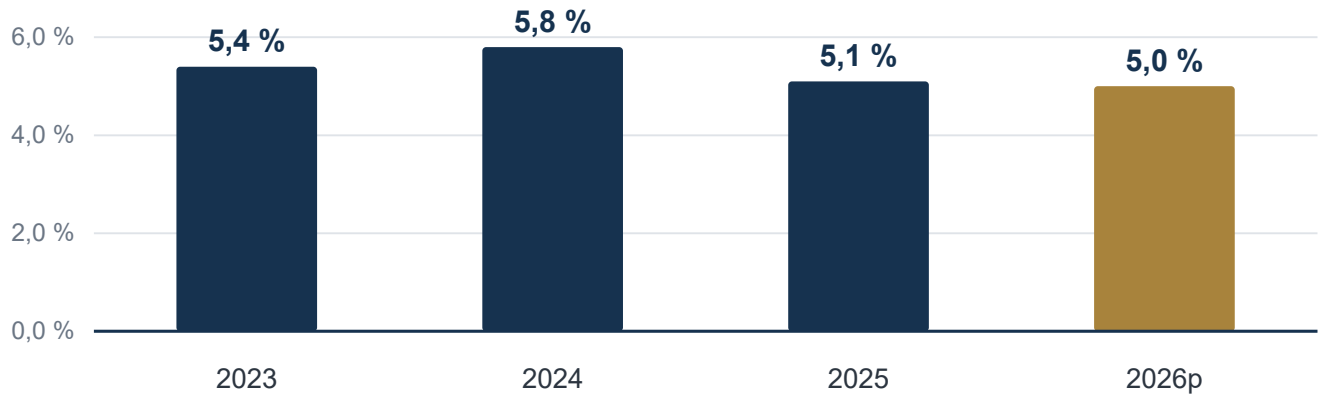
INDICATEUR	2024	2025	2026	SOURCE
Croissance du PIB, volume	+1,1 %	+0,8 %	+0,4 % (prév.)	Insee
Inflation, IPC, moyenne annuelle	2,0 %	0,9 %	2,1 % (prév.)	Insee
Taux de chômage, BIT	7,4 %	7,7 %	8,3 % (T2)	Insee
Déficit public, en points de PIB	5,8 %	5,1 %	5,0 % (visé)	Insee, loi de finances 2026
Dette publique, en points de PIB	112,6 %	115,6 %	119,3 % (prév.)	Insee, Trésor
Prélèvements obligatoires, en points de PIB	42,8 %	43,6 %	n.d.	Insee
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	n.d.	n.d.	-0,4 % (prév.)	Insee
Défaillances d'entreprises, nombre	65 764	68 602	70 766 (12 mois à août)	Données publiées, 2024 à 2026

n.d. : non disponible. Les colonnes 2026 mêlent des prévisions et, pour le chômage et le PIB trimestriel, des données observées : elles ne se comparent pas entre elles. Les deux valeurs 2024 ajoutées ici, chômage BIT (7,4 %) et défaillances (65 764), viennent des données de la délégation : Insee pour le chômage, publication à identifier pour les défaillances.

2. ÉCONOMIE

Le déficit se réduit, lentement et sous contrainte

Le déficit public revient de 5,8 % du PIB en 2024 à 5,1 % en 2025, puis 5,0 % visé par la loi de finances pour 2026. La France réduit son déficit d'environ 0,7 point par an, sans revenir sous la barre des 3 % avant la fin de la décennie.

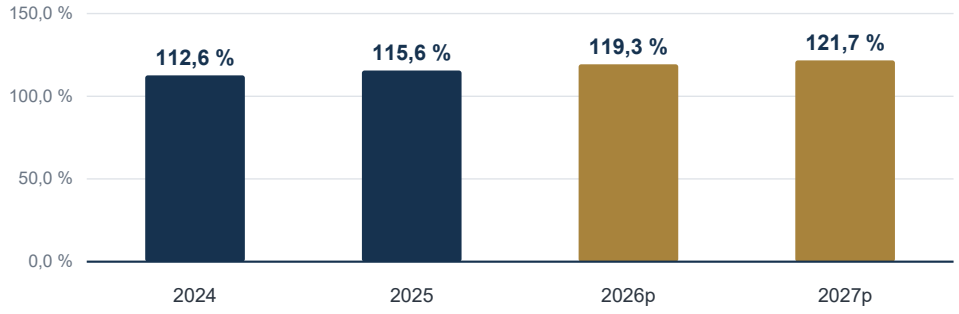


Déficit public, en points de PIB. Barre dorée : prévision

Source : Insee pour 2023 à 2025 ; loi de finances pour 2026 pour la cible 2026

2. ÉCONOMIE

La dette, elle, ne baisse pas



Dette publique au sens de Maastricht, en points de PIB. Barre dorée : prévision

Source : Insee pour 2024 et 2025 ; Direction générale du Trésor pour 2026 et 2027

3 460,5 Md€ fin 2025, 3 595,5 Md€ au deuxième trimestre 2026, soit 119,3 % du PIB attendus fin 2026 et 121,7 % en 2027.

La dette croît de 3 à 4 points de PIB par an pendant que le déficit baisse de 0,7 point : c'est moins le niveau que la pente qui pose problème. Le taux moyen des émissions de l'État passe de 3,14 % à 3,55 % en 2026 ; Fitch maintient A+ (perspective stable, août 2026), Moody's Aa3 (perspective négative, octobre 2026).

3. SOCIAL

Le point bas de la cohésion

Le taux de pauvreté est stable à 15,4 % en 2024, au plus haut de la série ouverte en 1996 ; le niveau de vie médian atteint 26 740 € par an et l'intensité de la pauvreté 19,7 %. Le pouvoir d'achat, soutenu en 2024 et 2025 par le reflux de l'inflation, reculerait de 0,4 % en 2026.

INDICATEUR SOCIAL	VALEUR	PÉRIODE	SOURCE
Taux d'emploi, 15 à 64 ans	69,3 %	2025	Insee
Taux d'emploi, 55 à 64 ans	61,7 %	2025	Dares
Taux de chômage, BIT	7,4 % puis 7,7 % puis 8,3 %	2024, 2025, T2 2026	Insee
Taux de pauvreté, seuil à 60 % du niveau de vie médian	15,4 %	2024	Insee
Niveau de vie médian	26 740 € par an	2024	Insee
Intensité de la pauvreté	19,7 %	2024	Insee
SMIC horaire brut	12,31 €	depuis le 1er juin 2026	Données publiques

3. SOCIAL

Une réforme gelée, une confiance basse

La réforme des retraites de 2023 est en suspens : la loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 gèle la montée en charge, l'âge légal restant à 62 ans et 9 mois pour les générations concernées, et la suspension court jusqu'en 2028.

Ce gel a un coût financier différé, que la trajectoire de dette à 121,7 % en 2027 intègre mal : il est décidé, il n'est pas financé.

80

Confiance des ménages, octobre 2026

Sous sa moyenne de longue période. Insee

15,4 %

Taux de pauvreté 2024

Plus haut depuis 1996. Insee Première n° 2117

-0,4 %

Pouvoir d'achat du revenu disponible brut attendu en 2026

Insee

4. POLITIQUE

Trois blocs, aucune majorité

Aucun bloc n'atteint la majorité absolue de 289 sièges : Rassemblement national 118, Ensemble pour la République 74, La France insoumise 68. Le gouvernement gouverne par compromis et par 49.3 : budget 2026 adopté par ce canal, motions de censure de juillet 2026 rejetées, budget 2027 en discussion dans la même configuration.

GROUPE	SIÈGES	PART DES 577 SIÈGES
Rassemblement national	118	20,5 %
Ensemble pour la République	74	12,8 %
La France insoumise	68	11,8 %
Majorité absolue requise	**289**	**50,0 %**

> Les effectifs évoluent en cours de législature (départs, apparentements) ; les trois premiers groupes sont retenus ici comme ordre de grandeur, avant l'élection présidentielle de 2027.

4. POLITIQUE

Ce que ce contexte fait à la profession

POUR L'AUDITEUR

Trois effets. Les textes changent vite et par amendement budgétaire : la veille normative coûte plus cher. L'État cherche des marges partout, y compris dans les seuils d'obligations et les dépenses de contrôle. Enfin, la crédibilité de la signature publique se joue sur des hypothèses de taux qui bougent deux fois par an.

A+

Fitch, perspective stable, 28 août 2026

Notation souveraine

Aa3

Moody's, perspective négative, 23 octobre 2026

Notation souveraine

3,55 %

Taux moyen des émissions à moyen et long terme de l'État, 2026

Contre 3,14 % en 2025. Trésor

5. PROFESSION D'AUDIT

Le cadre légal du mandat

Le commissaire aux comptes est désigné par l'assemblée pour certifier les comptes. La nomination devient obligatoire au-delà de seuils fixés par décret, appréciés à la clôture de l'exercice : **deux des trois critères suffisent**, ils ne se cumulent pas.

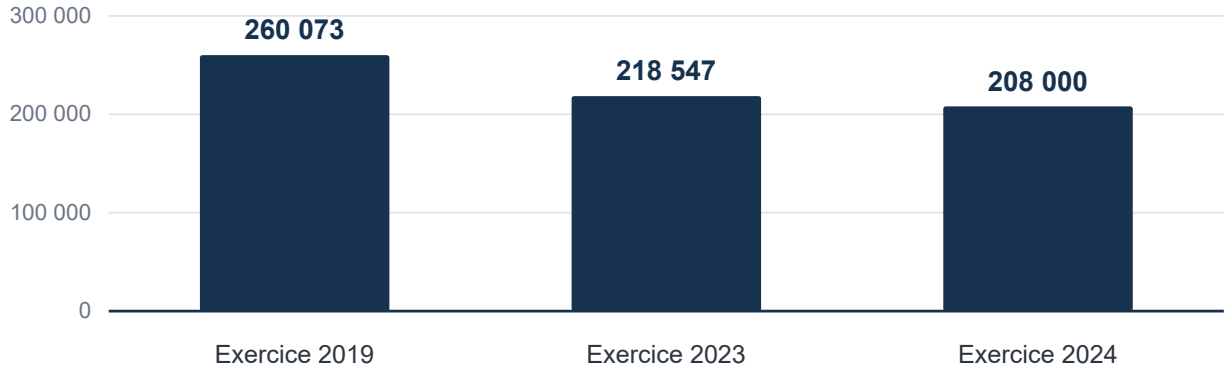
CRITÈRE APPRÉCIÉ À LA CLÔTURE	SEUIL ANNONCÉ	APPLICATION
Total du bilan	5 M€	Droit commun
Chiffre d'affaires hors taxes	10 M€	Droit commun
Effectif moyen salarié	50	Droit commun
Deux critères dépassés sur trois	**Obligation**	**Au moins un commissaire aux comptes**

> « Sont tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les sociétés qui dépassent, à la clôture d'un exercice social, les seuils fixés par décret pour deux des trois critères suivants : le total de leur bilan, le montant de leur chiffre d'affaires hors taxes ou le nombre moyen de leurs salariés au cours de l'exercice. »
>
> Code de commerce, article L. 225-218

Montants communiqués par la délégation, à rapprocher du décret en vigueur avant la séance : ils ne valent pas pour toutes les entités. Les SARL suivent le même mécanisme (art. L. 223-35) ; banques, assurances, entités d'intérêt public et associations ont leurs régimes.

5. PROFESSION D'AUDIT

Le nombre de mandats se contracte



Mandats de certification confiés aux commissaires aux comptes, en nombre.

Source : CNCC pour 2019 à 2024 ; 208 000 arrondi au millier

218 547 mandats en 2023, 208 000 en 2024, contre 260 073 en 2019 : la contraction atteint 20 % en cinq ans, dont 4,8 % sur le seul exercice 2024.

-20 %

Mandats de certification entre 2019 et 2024

CNCC, 2019 à 2024

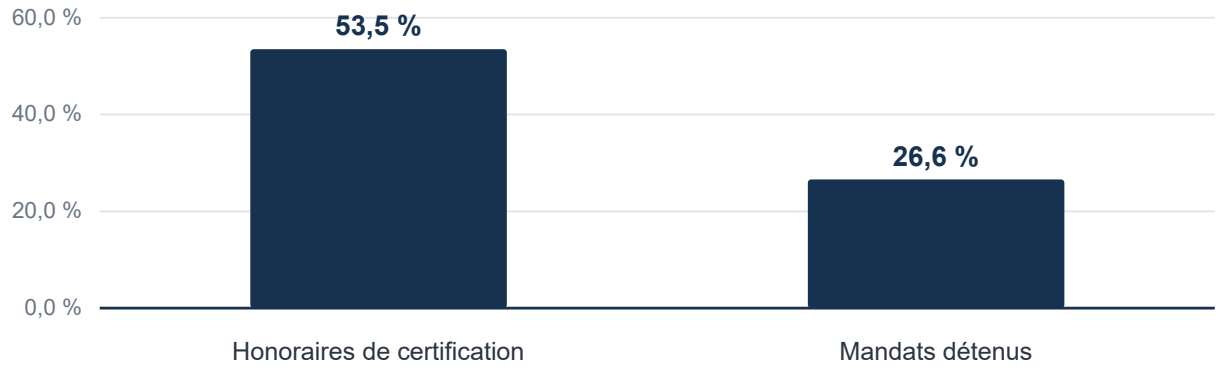
11 850

Commissaires aux comptes personnes physiques en 2026, en hausse de 425

CNCC, baromètre 2026

5. PROFESSION D'AUDIT

Un marché à deux étages



Poids des cinq premiers réseaux, en pourcentage du total de la profession.

Source : Haute autorité de l'audit, travaux sur la concentration du marché

Les cinq premiers réseaux réalisent 53,5 % des honoraires de certification pour 26,6 % des mandats.

En bas, une masse de mandats de petites entités, 45 % du total portant sur moins de 10 M€ de chiffre d'affaires, à faible honoraire et forte charge normative. En haut, 6 % des mandats sur les grandes entreprises, qui financent l'essentiel de la qualité du système.

5. PROFESSION D'AUDIT

La profession en chiffres

INDICATEUR DE LA PROFESSION	VALEUR	SOURCE
Commissaires aux comptes, personnes physiques	11 850 (+425)	CNCC, baromètre 2026
Commissaires aux comptes, personnes morales	7 094 (+270)	CNCC, baromètre 2026
Part de femmes parmi les personnes physiques	27 %	CNCC, baromètre 2026
Âge moyen des nouveaux inscrits	37,5 ans	CNCC, baromètre 2026
Mandats de certification	208 000 (2024), 218 547 (2023), 260 073 (2019)	CNCC
Mandats sur des entités de moins de 10 M€ de CA	45 %	CNCC
Mandats sur des grandes entreprises	6 %	CNCC
Part des cinq premiers réseaux, honoraires	53,5 %	H2A
Part des cinq premiers réseaux, mandats	26,6 %	H2A
Auditeurs de durabilité habilités et organismes tiers indépendants	38 et 19	H2A, rapport annuel 2025

Mandats 2024 : 208 000 arrondi au millier, d'après la CNCC ; référence de publication à confirmer avant la séance.

6. DURABILITÉ

Un périmètre réduit, un goulot de compétences

La directive Omnibus du 24 février 2026 réduit le périmètre du reporting de durabilité et maintient l'assurance limitée sans passer à l'assurance raisonnable. Sa transposition est attendue au plus tard le 19 mars 2027.

La base française est étroite : 38 auditeurs de durabilité habilités et 19 organismes tiers indépendants fin 2025. Le nombre d'entités à assurer croîtra plus vite que celui des professionnels habilités : montée en compétence interne, ou recours à des prestataires non auditeurs avec la question d'indépendance qu'elle pose.

38

Auditeurs de durabilité habilités, fin 2025

H2A, rapport annuel 2025

19

Organismes tiers indépendants, fin 2025

H2A, rapport annuel 2025

19 mars 2027

Transposition attendue de la directive (UE) 2026/470

Directive Omnibus du 24 février 2026

7. CONCLUSION

Trois messages à porter en séance

1. **Le nombre de mandats ne mesure pas la qualité.** Une contraction de 20 % des mandats entre 2019 et 2024, avec 53,5 % des honoraires sur cinq réseaux, déplace le financement de la qualité vers les grands comptes. Si les seuils continuent d'être relevés, il faudra dire comment le contrôle des petites entités reste financé.

2. **La durabilité est un marché de compétences, pas de normes.** Le périmètre a été réduit, l'obligation d'assurance limitée demeure, et la France n'a que 57 acteurs habilités. Le risque n'est pas l'excès de travail, c'est l'insuffisance de compétence disponible.

3. **Le risque politique est devenu un risque professionnel.** Trois blocs, aucun majoritaire, des budgets adoptés par 49.3, une dette à 121,7 % en 2027 : la règle change vite, la pression budgétaire s'accroît, et l'indépendance de l'auditeur se défend dans un contexte où l'État cherche à alléger les obligations.